



Mairie de Régusse
83630

Téléphone : 04 94 70 16 23

Télécopie : 04 94 70 18 74

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°2024-00 - 089

Portant autorisation d'occupation du domaine public
communal

Pour la mise en place d'un échafaudage

RUE DES MARCHES

Le Maire de Régusse,

VU La loi du 04 mars 1984 relative aux droits et liberté des collectivités locales modifiées,

VU les articles L 2211-1, L 2212-1, L2212-2, L 2213-1, L 2213-2, et L 2213-6 du code général des collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 225, R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-27, R 417-10 et L 411-1.

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 à L 2125-6, R 2122-1 à R 2122-8,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

VU le code de la sécurité intérieur et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;

VU le code de la voirie routière et notamment des articles L113-1 et R 116-2 ;

VU le code pénal, notamment son article R. 610-5,

VU la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relatif à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;

VU l'arrêté municipal, portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire communal ;

Considérant la demande en date du 03 septembre 2024, pour laquelle monsieur Emmanuel DE-COSTER entreprise DE-COSTER 458 CHEMIN Marguerite de Trians Régusse 83630 sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour la mise en place d'un échafaudage ;

Considérant la nécessité de permettre à monsieur Emmanuel DE-COSTER d'assurer de manière satisfaisante la sécurité dans pour la mise en place d'un échafaudage à Régusse ;

Considérant que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation à l'occasion des travaux précités ci-dessus ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Toute occupation du domaine public est soumise à autorisation préalable par voie d'arrêté Municipal délivré par madame le Maire ou son représentant.

Article 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

La restriction à la circulation et au stationnement est valable un mois :

DU VENDREDI 06 SEPTEMBRE 2024 2024 POUR (1 MOIS)

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par l'entreprise DE-COSTER

Article 3 : AUTORISTION DE STATIONNEMENT